

SNA News

Numéro 13
Octobre 2001

Un service d'information
du groupe intersecrétariat sur la
comptabilité nationale (ISWGNA)

TRAITEMENT DES COÛTS LIÉS AU TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ D'ACTIFS François Lequiller, OCDE

(Position officielle de l'ISWGNA)

Lors d'une réunion conjointe OCDE/CESAP sur la comptabilité nationale, qui s'est tenue à Bangkok en mai 1998, le département de la statistique de Singapour (SDOS) a présenté un document consacré aux recommandations du SCN93 en matière de traitement des coûts liés au transfert de propriété d'actifs (immeubles, etc.) Il y était précisé que l'une des grandes difficultés de ce traitement résidait dans le fait que la capitalisation des frais de transfert fausserait les mesures de formation de capital. En particulier, au cours des périodes où les ventes et les achats d'immeubles sont nombreux, le stock de capital augmenterait de manière quelque peu artificielle parce qu'il engloberait les coûts de transfert.

L'ISWGNA a estimé que les questions soulevées par le SDOS méritaient d'être examinées, et c'est pourquoi un groupe de discussion électronique (GDE) a été constitué par l'OCDE fin 1998 dans le but de recueillir l'avis des comptables nationaux intéressés. Le SNA News and Notes a suivi cette question, puisque son numéro 8 contenait un

article présentant brièvement le problème et qu'un entrefilet dans son numéro 9 annonçait la création du GDE. Une douzaine de documents ont été soumis au GDE. Ces documents ont été conservés sur le site web suivant: "<http://www1.oecd.org/std/transfna.htm>".

Peter van de Ven, de l'institut néerlandais de statistique, modérateur du GDE, a conclu de la discussion qu'il n'y avait pas lieu de modifier le traitement des coûts de transfert de propriété d'actifs, prévu par le SCN 93.

Le rapport qu'il a rédigé à l'intention de l'ISWGNA précise à ce propos: " il est recommandé de ne pas modifier le SCN 93, étant donné que des arguments convaincants militent à la fois pour et contre les recommandations énoncées dans les lignes directrices internationales actuelles". Ayant abordé cette question lors de sa réunion d'avril 2001, l'ISWGNA a marqué son accord sur la conclusion de M. Van de Ven et décidé par conséquent de clore le débat consacré à ce point en mettant un terme au GDE le 26 avril 2001.

LANCEMENT DU SITE WEB DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

Cristina Hannig et Viet Vu, division de statistique des Nations unies

(Pour information)

La section des statistiques économiques de la division de statistique des Nations unies est fière d'annoncer la création de sa nouvelle page web de la comptabilité nationale (<http://www.un.org/Depts/unsd/nataccts/>). Cette page contient, entre autres, la version complète du SCN 1993, y compris toutes les mises à jour, un glossaire, une fonction de recherche de mots ou groupes de mots dans la totalité de l'ouvrage et une série de manuels sur la comptabilité nationale (en anglais uniquement) rédigés par la division de statistique des Nations unies. Un site est également consacré à l'ISWGNA et présente tous les groupes de discussion électroniques ainsi que les comptes rendus des réunions et rapports de l'ISWGNA destinés à la Commission statistique des Nations unies.

UN CADRE D'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DES DONNÉES Claire Liuksila, Fonds monétaire international

(Pour information)

L'usage de plus en plus manifeste qui est fait des statistiques pour élaborer les politiques et fixer des objectifs en matière économique ces dernières années a attiré l'attention sur la nécessité de se faire une idée plus précise de la qualité des statistiques. Cela a suscité une activité débordante dans le domaine de la définition et de l'évaluation de la qualité des données.

Le département des statistiques du FMI a progressé rapidement dans ses travaux sur la qualité des données, motivé par un certain nombre de facteurs.¹ Citons en particulier la nécessité de rendre plus évidents et de renforcer les liens avec la qualité des données prévue par la norme SDDS (Special Data Dissemination Standard) et le système GDDS (General Data Dissemination System) du FMI, de se préoccuper davantage de la qualité des données fournies au FMI par les pays et enfin d'évaluer équitablement la qualité des données fournies dans le contexte des rapports du FMI sur l'observation des normes et des codes² (ROSC).

Ces questions ont souligné la nécessité de travailler davantage à améliorer la qualité des données. Une double stratégie a été mise en œuvre et a débouché sur la création d'un site Internet³ et d'un ensemble d'outils d'évaluation de la qualité des données - le Data Quality Assessment Framework (DQAF). Le DQAF vise à renforcer la structure et à uniformiser le langage dans le domaine de la qualité des

données, et donc à faciliter l'évaluation de la qualité des données.

Un outil d'évaluation pourrait se révéler utile dans trois grands domaines. Primo, le DQAF pourrait aider les utilisateurs de données à jauger la qualité des données à leurs propres fins. Dans ce cadre, il pourrait compléter utilement les fonctions de la SDDS et du GDDS qui ont trait à la qualité. Secundo, le DQAF pourrait utilement guider le personnel du FMI lors de l'évaluation de la qualité des données fournies en vue de la surveillance des pays et des activités, la rédaction des rapports ROSC et l'élaboration de programmes d'assistance technique. Tertio, l'espoir a été exprimé que le DQAF puisse contribuer à orienter les efforts entrepris par les pays pour renforcer leurs systèmes statistiques en mettant un outil d'autoévaluation à leur disposition.

Compte tenu des nombreux objectifs qu'il est censé servir, le DQAF devrait avoir une portée générale, être équilibré et souple, donner des résultats transparents et tirer parti des meilleures pratiques des statisticiens nationaux. Le DQAF en voie d'élaboration tient compte de ces critères, ainsi que de la littérature de plus en plus abondante consacrée à la qualité des données, de l'expérience et des essais pratiques du département des statistiques, et des nombreuses consultations de statisticiens et de non-statisticiens.

À ce jour, le DQAF résultant de ce processus itératif et consultatif se compose d'un cadre générique d'évaluation de la qualité des données, de cadres spécifiques au type de données⁴, d'un outil d'examen préalable destiné surtout aux non-statisticiens et d'une présentation sommaire des résultats de l'évaluation. D'autres outils, y compris un glossaire et des conseils, sont en voie d'élaboration.

¹ Pour plus de détails sur les travaux du département des statistiques, voyez le document *"Further Steps Toward a Framework for Assessing Data Quality"* de Carol S. Carson et Claire Liuksila, présenté lors de la Conférence internationale sur la qualité des statistiques officielles (mai 2001). Ce document est disponible à l'adresse suivante: www.q2001.scb.se

² Pour plus d'informations sur ces rapports, consultez le site web du FMI à l'adresse www.imf.org, rubrique "standards and codes."

³ Ce site, baptisé "Data Quality Reference Site", peut être consulté à l'adresse suivante: "dsbb.imf.org".

⁴ Des cadres spécifiques au type de données ont été élaborés pour les comptes nationaux, la balance des paiements, les comptes budgétaires, les comptes analytiques des sociétés de dépôt, les prix à la production et les prix à la consommation. Des cadres supplémentaires sont prévus.

Le cadre générique sert de point de départ au DQAF. Il suit une structure en cascade, allant du plus général au plus concret et au plus spécifique. Sachant qu'il est de plus en plus largement admis que la qualité des données revêt, du point de vue des besoins de l'utilisateur, un caractère multidimensionnel, le premier niveau du cadre définit un ensemble commun de dimensions de la qualité: intégrité, cohérence méthodologique, précision, fiabilité, fonctionnalité et accessibilité. Il identifie ensuite des indices ou des caractéristiques observables qui peuvent être utilisés pour évaluer la qualité. Il existe ainsi des éléments (deuxième niveau) et des indicateurs (troisième niveau). Les cadres spécifiques au type de données prévoient des indices de qualité plus détaillés et plus concrets sous forme de points importants (quatrième niveau) et de points clés encore plus détaillés (cinquième niveau). Enfin, reconnaissant que la qualité d'un ensemble de données individuel est intrinsèquement liée à celle de l'institution qui le produit, le cadre comprend une catégorie distincte (des conditions préalables de qualité) d'indices de qualité visant à inclure les préconditions institutionnelles de qualité.

Le DQAF a été bien accueilli par les nombreux statisticiens de divers horizons qui ont été consultés tout au long de son élaboration. Ainsi, le département des statistiques a reçu en diverses occasions⁵, l'avis de statisticiens à propos du cadre des comptes nationaux. Dans ce contexte, des experts ont laissé entendre que le DQAF pourrait constituer un instrument utile pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du SCN 93. D'autres se sont demandé si des aspects particuliers des comptes nationaux étaient suffisamment couverts et ont également relevé que le cadre des comptes nationaux se concentrait uniquement sur le PIB. Ces questions, et d'autres, sont abordées dans le cadre d'essais pratiques et d'un effort de consultation des utilisateurs potentiels du DQAF.

⁵ Par exemple, lors de la réunion des experts en comptabilité nationale (juin 2000), de la réunion des chefs des instituts nationaux de statistique des pays d'Asie orientale (août 2000) et de la réunion de l'ISWGNA à Washington (avril 2001).

Étant donné qu'une grande partie des travaux de développement du DQAF sont maintenant accomplis, le département des statistiques oriente désormais ses travaux vers les domaines suivants:

- poursuivre la mise à l'épreuve de l'ensemble d'outils avec un nombre accru de situations nationales et d'utilisateurs;
- perfectionner et affiner l'ensemble, sur la base des essais pratiques et des commentaires des utilisateurs;
- réaliser le matériel de soutien;
- définir des cadres pour des types de données supplémentaires, éventuellement en collaboration avec d'autres organismes;
- réaliser des expériences pour voir dans quelle mesure le DQAF pourrait se révéler utile pour évoluer les progrès accomplis en matière de consolidation des capacités statistiques;
- examiner la manière dont le DQAF peut être adapté pour mieux répondre aux besoins de la communauté internationale et faire évaluer le Data Quality Reference Site afin d'accroître sa fonctionnalité

Les réactions au présent article et les commentaires sur le Data Quality Assessment Framework sont les bienvenus et doivent être adressés à cliuksila@imf.org.

MANUEL UE SUR LA MESURE DES PRIX ET DES VOLUMES EN COMPTABILITE NATIONALE

Paul Konijn, Eurostat

(Pour information)

Depuis 1998, Eurostat réalise, avec les États membres de l'UE, un programme de recherche visant à améliorer la mesure des prix et des volumes en comptabilité nationale. Ce programme de recherche a été motivé par une demande croissante de données comparables en matière de prix et de volumes, en particulier depuis la mise en œuvre d'une politique monétaire commune et la création de la Banque centrale européenne.

Un grand nombre de task-forces ont été créés avec l'appui des États membres (l'OCDE y a également joué un rôle actif) et un grand nombre de documents ont été examinés par le groupe de travail "Comptes nationaux". Le programme de recherche touche maintenant à son terme. Il sera suivi de la publication d'un manuel qui rassemblera tous ses résultats. Une version provisoire complète du manuel est déjà disponible et a été examinée lors d'un séminaire international ad hoc organisé conjointement par l'institut néerlandais de statistique et Eurostat du 14 au 16 mars 2001. Elle fait actuellement l'objet d'une révision et doit être publiée en novembre. La version définitive sera disponible gratuitement en format PDF sur le site Internet d'Eurostat. Pour consulter l'actuelle version provisoire, rendez-vous à l'adresse

<http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/pnb/library>, sélectionnez "National Accounts" et ensuite "Handbook on Price and Volume Measures".

Le manuel comprend quatre grandes parties. Après une introduction générale, au chapitre 1^{er}, le chapitre 2 expose les principes généraux de la mesure des prix et des volumes, tels que l'utilisation d'un cadre intégré, le choix de la formule d'indice et de l'année de base, la manière de traiter les variations de qualité, etc. Le chapitre 3 approfondit les choses en examinant les questions de mesure par

catégorie d'opérations. Il décrit ainsi les principes régissant la déflation de la production (marchande et non marchande), de la consommation intermédiaire, de la valeur ajoutée, des dépenses de consommation finale, de formation brute de capital, des exportations et des importations, des impôts et subventions sur les produits, etc.

Le chapitre 4 aborde ensuite la question des prix et des volumes en envisageant chaque grande section de la classification de produits CPA. Il s'agit de la partie la plus volumineuse et la plus détaillée du manuel. Ce chapitre contient des recommandations pour tous les produits, y compris ceux dont on sait qu'ils posent des difficultés particulières, tels que les grands biens d'équipement, les ordinateurs, la vente en gros et au détail, les banques et les assurances, les services aux entreprises, la santé, l'éducation, l'administration publique, etc.

Les chapitres 2 à 4 traitent des comptes nationaux annuels. Le chapitre 5 décrit la manière d'appliquer les recommandations contenues dans ces chapitres aux comptes trimestriels. Les problèmes spécifiques aux comptes trimestriels, tels que les produits saisonniers, le choix de la méthode de chaînage, la manière de solder les comptes trimestriels, etc., y sont abordés.

Tout au long du manuel, les méthodes applicables en matière de mesure des prix et des volumes sont classées en méthodes le plus appropriées (méthodes A), méthodes moins appropriées, mais acceptables (méthodes B) et méthodes inacceptables (méthodes C). Cette classification fournit aux États membres un outil leur permettant de poursuivre l'amélioration de leurs pratiques de déflation d'une manière comparable.

MANUEL REVISE SUR LES COMPTES DE L'ENVIRONNEMENT (LE SCEE 2000)

Anne Harrison, OCDE

(Pour information)

Un groupe d'experts s'est réuni du 7 au 11 mai à Voorburg (Pays-Bas) pour examiner la version

préliminaire du Système révisé de comptabilité économique et environnementale, généralement

appelé SCEE 2000 Le groupe d'experts se composait de représentants des instituts nationaux de statistique, et d'organismes internationaux, des consultants qui forment le groupe de Londres sur la comptabilité de l'environnement ainsi que d'un certain nombre de représentants d'instituts de statistique de pays en voie de développement et d'autres agences internationales

Le SCEE initial, publié en 1993, ne devait être qu'une version provisoire La version révisée du manuel reprend un grand nombre des idées développées dans la version initiale et intègre le résultat des travaux accomplis depuis lors Divers projets des éléments à insérer dans le nouveau manuel ont été mis à la disposition du public sur un site Internet consacré au groupe de Londres et hébergé par Statistique Canada, qui assure le secrétariat de ce groupe Des versions successives ont pu être consultées en novembre 1999, en mai 2000 et en février 2001 C'est cette dernière version qui a été examinée à Voorburg en vue d'être révisée une dernière fois et achevée pour la fin décembre 2001.

À l'instar du SCEE 1993, le SCEE 2000 contient des tableaux, en termes d'unités purement physiques, montrant le lien entre l'utilisation des biens produits par les entreprises, les ressources naturelles prélevées dans l'environnement et le rejet de résidus dans celui-ci (le mot "résidus" désigne à la fois les émissions dans l'air et dans l'eau, ainsi que les déchets solides) Les idées sous-tendant ce travail servent de fondement aux travaux sur les "besoins totaux en matériaux" et aux travaux réalisés dans un certain nombre d'institutions pour montrer que l'économie a besoin d'un volume de ressources qui augmente en règle générale lorsque l'économie se développe. Une grande partie de l'attention se focalise actuellement sur la manière de permettre le développement économique sans constamment accroître la pression sur l'environnement (besoin accru de ressources et rejets indésirables).

Le SCEE 2000 introduit également l'idée d'une comptabilité hybride comprenant la comptabilité nationale conventionnelle, en parfaite adéquation avec le SCN 1993, à laquelle s'ajouteraient les mesures physiques relatives aux résidus rejetés et aux ressources consommées Ce type de comptabilité, connu sous l'acronyme NAMEA (matrice de la comptabilité nationale et de la comptabilité environnementale), a fait l'objet d'une large publicité de la part de l'institut néerlandais de statistique et l'expérience dans l'élaboration de tels

tableaux s'accumule, surtout en ce qui concerne les émissions atmosphériques. À l'instar des comptes physiques, décrits plus haut, les tableaux hybrides présentent un potentiel analytique grâce à l'utilisation de classifications des activités environnementales et des produits qui s'accordent parfaitement avec les classifications types utilisées dans le SCN, à savoir la CITI et la CPC Alors que le SCEE 1993 se limitait à présenter des tableaux des ressources et des demandes, le SCEE 2000 montre la manière d'y ajouter des tableaux entrées-sorties symétriques et tout le système des comptes de flux et d'accumulation

Le niveau des activités et des dépenses publiques consacrées à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources constitue un autre pôle d'intérêt stratégique de plus en plus important Un chapitre du SCEE 2000 est consacré à ce sujet, bien que l'on ait actuellement davantage d'expérience en matière de protection de l'environnement qu'en matière de comptabilité de la gestion des ressources

Le SCEE 1993 contenait des comptes monétaires qui correspondaient aux tableaux des ressources et des demandes et prévoyaient des ajustements pour les coûts d'épuisement des ressources naturelles et de dégradation des milieux de l'environnement. Le fait de procéder à de telles évaluations et de les insérer dans les comptes continue d'alimenter une controverse qui porte non seulement sur la manière d'évaluer les flux, mais aussi sur la question de savoir s'il est légitime d'insérer les évaluations, une fois qu'elles ont été faites, dans les comptes nationaux Au cours de l'élaboration du manuel, la commission de statistique a décidé, en 2000, que le SCEE 2000 contiendrait une description de toutes les techniques examinées, ainsi que les arguments militant pour et contre leur adoption, et qu'il ne présenterait pas une approche unique privilégiée La comptabilité environnementale reste une science en développement et il serait prématuré d'affirmer qu'il y a un consensus sur la façon de procéder dans tous les domaines Tout en représentant un net progrès par rapport à la version de 1993, le SCEE 2000 ne constitue donc nullement un aboutissement, mais l'on espère qu'il pourra servir pendant environ cinq ans

Outre les arguments théoriques sur lesquels se fondent les diverses techniques possibles, le manuel présente une série d'exemples détaillés tirés de la pratique des pays et il contient un chapitre consacré aux applications et usages concrets On espère que la commission de statistique pourra adopter en 2002 le projet définitif, qui sera achevé d'ici la fin décembre 2001

DECISIONS DE LA COMMISSION DE STATISTIQUE DES NATIONS UNIES A PROPOS DE LA NOUVELLE METHODE D'EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCN 1993

Cristina Hannig, Division de statistique des Nations unies (Pour Information)

Comme l'avait demandé la commission de statistique des Nations unies en février 2000, le groupe intersecrétariat sur la comptabilité nationale lui a proposé, en mars 2001, une nouvelle approche plus globale d'évaluation du degré de mise en œuvre du SCN 1993 dans les différents pays. Ainsi que cela a déjà été précisé dans le SNA News and Notes n° 11, la nouvelle approche est tridimensionnelle: (a) couverture des comptes, (b) conformité conceptuelle, et (c) questions liées à la qualité. La précédente évaluation concernait uniquement la dimension "couverture" de la nouvelle approche. En mars 2001, la commission a approuvé la définition de la nouvelle couverture des comptes reposant sur trois types de données (minimales, recommandées, autres) et le questionnaire de conformité conceptuelle, qui se concentre sur les principales différences conceptuelles entre le SCN 1993 et le SCN 1968 qui touchent le PIB et le RNB. S'agissant de l'évaluation des questions liées à la qualité, la commission a pris acte du travail réalisé en 2000 par le

Fonds monétaire international en collaboration avec la division de statistique des Nations unies, d'autres organisations membres de l'ISWGNA et des experts nationaux en ce qui concerne l'élaboration d'un cadre d'évaluation de la qualité des comptes nationaux. Comme il est précisé dans le premier article du présent bulletin d'information, le FMI a testé et continué de développer ce cadre à un rythme très rapide en 2001. L'ISWGNA a contrôlé et examiné les progrès enregistrés par le FMI dans ce domaine et il s'est demandé dans quelle mesure ce cadre pourrait être utilisé pour évaluer la mise en œuvre du SCN 1993, sans toutefois arriver à une conclusion. Pour de plus amples informations sur la nouvelle méthode d'évaluation, veuillez consulter les documents E/CN.3/2001/7 et E/CN.3/2001/8, soumis à la trente-deuxième session de la commission de statistique des Nations unies en mars 2001, et le rapport E/CN.3/2001/25 y afférent.

MANUELS ET GUIDES

Compte satellite du tourisme: cadre méthodologique recommandé, - Organisation mondiale du tourisme, Organisation de coopération et de développement économique, Eurostat et Nations unies, New York, 2001; disponible en anglais et en espagnol et bientôt dans d'autres langues; n° de document UN: ST/ESA/STAT/SER F 80

Manuel sur les comptes trimestriels nationaux – concepts, sources et établissement des données, A. Bloem, R. Dippelsman et N. Maehle, Fonds monétaire international, Washington D C, mai 2001

Groupe d'experts sur les statistiques du revenu des ménages, groupe de Canberra – rapport final et recommandations, Ottawa, 2001

REUNIONS ET SEMINAIRES

9-12 octobre 2001: réunion des experts en comptabilité nationale de l'OCDE, Paris, France

22-26 octobre 2001: atelier DSNU/CESAO sur la mise en œuvre du SCN, Beyrouth, Liban

29-30 octobre 2001: réunion du groupe d'experts techniques sur les indices des prix à la consommation, Genève, Suisse

29 octobre-7 décembre 2001: cours sur la comptabilité nationale: concepts et mise en œuvre pratique du SCN 1993, Institut FMI, Washington DC, États-Unis

31 octobre 2001: réunion du groupe d'experts techniques sur les indices des prix à la consommation, Genève, Suisse

31 octobre 2001: session CEE-NU sur l'IPC pour les économies en transition, Genève, Suisse

1^{er}-2 novembre 2001: réunion conjointe CEE-NU/OIT sur les indices des prix à la consommation, Genève, Suisse

12-14 novembre 2001: consultation sur le programme de comparaison européen, Genève, Suisse

12-15 novembre 2001: atelier DSNU/CEPAL/Banque centrale du Chili sur les utilisations du SCN 1993, Santiago, Chili

15-16 novembre 2001: atelier OCDE/Eurostat/AELE/CEE-NU sur les PPA pour les pays des Balkans occidentaux, Genève, Suisse

21-22 novembre 2001: 9^e conférence sur la comptabilité nationale organisée par l'INSEE, Eurostat, l'Association de comptabilité nationale et l'Université de Paris, Paris, France

11-13 février 2002: réunion du groupe d'experts sur la recherche en matière d'intégration des travaux sur l'IPC et le PCI, et sur l'utilisation des PPA dans les études sur la pauvreté, Bangkok, Thaïlande

11-15 mars 2002: séminaire/réunion d'experts sur le programme de comparaison internationale (3 jours de séminaire + 2 jours de réunion des experts), Banque mondiale, Washington DC, États-Unis

22 avril -3 mai 2002: cours sur les statistiques des prix à la consommation, à la production et du commerce extérieur, Institut commun de Vienne, Vienne, Autriche

2-13 septembre 2002: séminaire sur les comptes nationaux trimestriels, Singapore Training Institute, Singapour

21 octobre-5 novembre 2002: cours sur la comptabilité nationale: concepts et mise en œuvre pratique du SCN 1993, Institut FMI, Washington DC, États-Unis

Note de la rédaction

Le bulletin SNA News and Notes est un service d'information semestriel de l'ISWGNA fourni par la Division de statistique des Nations unies (DSNU). Il ne reflète pas nécessairement la position officielle des membres ou de certains membres de l'ISWGNA (Union européenne, FMI, OCDE, Nations unies et Banque mondiale).

SNA News and Notes est publié en quatre langues (anglais, français, russe et espagnol) et est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.un.org/Depts/unsd/sna/index.htm>

La version actualisée du SCN 1993, incluant des possibilités de recherche, un glossaire des comptes nationaux, des manuels sur les comptes nationaux ainsi que les activités et rapports de l'ISWGNA, peut être consultée sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.un.org/Depts/unsd/nataacts>

Toute correspondance, et notamment toute demande d'abonnement gratuit, doit être envoyée à l'adresse suivante: UNSD, Room DC2-1520, New York, NY 10017; téléphone: +1-212-963-4854, télécopieur: +1-212-963-1374, courrier électronique: sna@un.org